

qui s'est fâché et a essayé d'avoir recours à ce chantage électoral.

C'est ce qui faisait dire à M. Vincent Prince, de *La Presse*, dans un article de fond en date du 12 juillet 1961, ce qui suit:

Alors pourquoi recourir ainsi à la menace? Nous n'y voyons qu'un motif plausible: M. Diefenbaker se livre à du chantage politique. Il se cherche un cheval de bataille.

Ce qui était vrai quand cet article en éditorial fut publié l'est encore aujourd'hui et le premier ministre cherche une raison de plus qui pourrait le rendre populaire lors des prochaines élections.

Il a bien essayé, dans le discours du trône, de se faire des amis de nos personnes âgées, mais qu'il pousse le plaisir jusqu'à dire que les libéraux manifestent du repentir, il fait erreur sciemment, car comment aurait-il pu accorder cette augmentation si la loi n'avait pas été instituée par un gouvernement libéral?

Le premier ministre, comme en fait foi *Le Devoir* du 10 janvier, aurait déclaré ceci:

Tous se souviennent encore des fameux six dollars que les libéraux de 1957 avaient promis.

Le premier ministre devrait savoir que ce ne fut pas une promesse tory mais un acte libéral, et l'article continue:

Ceux qui aujourd'hui font des promesses sont les mêmes qui croyaient alors que six dollars seraient suffisants.

Le premier ministre oublie sciemment et volontairement que cette mesure fut instituée par le parti libéral et que des \$65 versés à nos personnes âgées, \$46 leur viennent du parti libéral et non du gouvernement conservateur. Le premier ministre oublie-t-il que les pensions touchées actuellement par les personnes âgées leur proviennent, dans la proportion de 70 p. 100, d'un gouvernement libéral?

Les personnes âgées bénéficiant de ces pensions ne l'oublient pas et ne l'oublieront pas. Ils n'oublieront pas que s'ils bénéficient d'une augmentation, leurs enfants et leurs petits enfants ont été complètement oubliés.

Ils se rappelleront l'attention que le gouvernement libéral précédent apportait au bien-être des familles canadiennes, c'est-à-dire à leurs enfants et à leurs petits enfants. Ils se souviendront que le dernier discours du trône a été tout aussi antifamilial que les précédents et que la question importante des allocations familiales a été ignorée. Voici la sympathie qu'éprouve le présent gouvernement à l'endroit de nos familles qui, par milliers, sont frappées par le chômage conservateur.

Discours du trône tory, puisqu'il est antifamilial comme le parti et le gouvernement

[M. Racine.]

qui dirige présentement les destinées du Canada!

Il n'y a pas à s'étonner du brouhaha qui s'élève au sein de cette administration, si l'on considère les déclarations contradictoires des membres du cabinet.

A la conférence d'Accra, le ministre du Commerce (M. Hees) affirme que l'intention de la Grande-Bretagne, relativement au Marché commun, risque de démembrer le Commonwealth. A Halifax, le premier ministre se dit confiant, au contraire, que les Britanniques protégeront le Canada, tandis qu'à Windsor, le ministre des Finances (M. Fleming) affirme avec insistance que le commerce canadien en souffrira grandement.

En matière atomique, le ministre de la Défense nationale (M. Harkness) ne se console pas de voir le Canada privé d'ogives nucléaires, tandis que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) se réjouit que nous n'en possédions pas. Rien de surprenant que tout ne tourne pas rond!

J'écoutais, le 29 janvier, le discours du député de Rosthern (M. Nasserden) et je n'ai pas été aussi épris du sujet qu'il traitait, que de l'appellation qu'il employait pour décrire l'ancien gouvernement libéral. Au moins à quatre reprises, il a parlé du régime St-Laurent-Howe, et quand il parlait du présent gouvernement, il disait «le gouvernement Diefenbaker».

Lui, député conservateur, avait parfaitement raison en n'associant pas au nom du premier ministre celui d'un membre canadien-français du cabinet.

Le parti libéral a toujours respecté les deux principaux groupes ethniques du Canada; il y a eu l'association Mackenzie King-Lapointe, ensuite celle de Mackenzie King-St-Laurent et, finalement, St-Laurent-Howe.

Je me demande comment le premier ministre actuel peut se prétendre le champion de l'unité nationale quand il n'a absolument rien fait en ce sens!

Que le premier ministre ne s'y trompe pas, la population se rend compte de ces faits. Aussi, aimerais-je à citer quelques paragraphes d'un article de Vincent Prince qui a paru dans *La Presse* du 29 décembre 1961, intitulé:

Porteurs d'eau au sein du cabinet.

Voici ce que dit l'article:

La plupart des journaux avaient prévu que le premier ministre Diefenbaker profiterait de son passage à Québec, hier, pour annoncer une transformation majeure de son cabinet et le renforcement de la position des ministres canadiens-français au sein de ce même cabinet.

Encore une fois, le chef conservateur a fait mentir les prophètes. Rien de tout cela ne s'est produit. Les divers titulaires des ministères demeurent inchangés et la seule modification dans la représentation du Québec, c'est que M. Jacques Flynn, député